



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : urif.fo@yahoo.com

 @ URIFFO

DES NOUVELLES DU FRONT ! ACTE IV

Pour compléter nos envois précédents, nous vous adressons quelques communiqués et prises de position de syndicats dans les UD FO d'Ile-de-France, mais également des communiqués directement réalisés par les UD FO d'Ile-de-France.

Bien évidemment, cela a toujours pour but de croiser toutes nos informations démontrant l'activité syndicale qui n'a jamais cessé pendant toute cette période. La volonté de nous faire taire était là. Cet exécutif, pas plus que les autres n'aura réussi ; cette liberté, cette indépendance ne nous ont pas quittées. Nous avons et continuons à dire ce que nous pensons au fil des jours et de ce qui nous était envoyé par les UD au niveau de l'URIF FO.

Le 13 mai 2020 : l'UD FO 75 s'exprimait dans un communiqué qui s'adressait au Conseil Régional d'Ile-de-France en précisant que « peu importe les protocoles sanitaires et l'avis du CHSCT, ce qui compte c'est de faire travailler les agents ».

Le 14 mai 2020 : l'UD FO 75 établissait un compte-rendu d'activités concernant des structures syndicales adhérant à l'UD en tant qu'isolées - Adova - Cité universitaire internationale - Wellness training - Logitransport - City One, qui ainsi ne restaient pas isolés.

Le 14 mai 2020 : l'UD FO 75 relayait le communiqué de l'UNS FO du 13 mai. Ce communiqué était la déclaration de la commission exécutive de l'Union Nationale de la Santé privée. Il rappelait les revendications du syndicat et notamment dans le domaine des primes annoncées dans le secteur sanitaire et dans les EHPAD, en soulignant que le syndicat refuse la décision et l'opposition entre salariés en fonction de leur lieu d'exercice et de leur temps de travail.

Le 14 mai 2020 : l'UD FO 91, dans un communiqué, annonçait « La sécurité sociale nous appartient ». Elle soutenait le syndicat FO de la CPAM du 91 et indiquait qu'elle participera à toute mobilisation pour défendre les intérêts des salariés du public comme du privé. L'UD FO 91 relayait un communiqué du syndicat FO de la CPAM 91 qui précisait que « Brigades Covid19 : c'est NON » et qui indiquait qu'à la place du dépistage systématique, le gouvernement invente « les brigades du Covid ». Ce communiqué était accompagné d'une déclaration adressée par le syndicat au président du conseil de la CPAM et à la directrice de la CPAM 91, sur le désaccord exprimé d'apprendre la mise à l'ordre du jour du conseil la mise en œuvre des « brigades Covid » et de développer sur ce sujet son opposition.

Le 14 mai 2020 : l'URIF FO s'adressait aux autres URIF pour leur proposer un rassemblement contre la loi d'urgence sanitaire et toutes les attaques constatées dans ce cadre contre les salariés.

Le 14 mai 2020 : l'URIF FO relayait le communiqué commun des URIF démontrant les désaccords profonds exprimés par les URIF contre la politique de l'exécutif et donc contre la loi d'urgence sanitaire.

Le 14 mai 2020 : l'URIF FO adressait un communiqué intitulé « Les vraies raisons du confinement » qui mettait les points sur les « i » dans les domaines des atteintes aux libertés, aux droits fondamentaux et aux attaques contre les acquis sociaux.

Le 15 mai 2020 : l'UD FO 75 sortait un communiqué intitulait « Une rentrée qui n'a rien de scolaire » qui faisait le point sur la rentrée du 14 mai, démontrant que les écoles avaient ouvert pour permettre aux parents d'aller travailler, aux enfants d'être « logés » dans des conditions inacceptables et à des enseignants ne faisant qu'assurer le respect des gestes barrières.

Le 16 mai 2020 : l'UD FO 75 déclarait dans un communiqué « Non aux sanctions à la SNCF » que le constat était fait que la répression n'était pas confinée. Elle affirmait que les OS de Paris Est avaient bien raison d'appeler à la grève le 18 mai 2020. L'UD FO 75 se montrait solidaire de leur action et des militants sanctionnés.

Le 18 mai 2020 : l'URIF FO communiquait le compte-rendu de la réunion du bureau de région qui faisait le point sur la situation générale et sur tous les problèmes soulevés dans chacune des UD FO de l'Ile-de-France.

Le 18 mai 2020 : l'UD FO 75 annonçait la tenue de la commission exécutive le même jour en présence de 30 camarades, en audioconférence.

Le 18 mai 2020 : le syndicat FO de l'AP-HP informait les UD de Paris, Val de Marne, Essonne, Seine St Denis, Hauts de Seine, de la sortie d'un communiqué qui s'intitulait « Accélération des restructurations en gériatrie sous prétexte d'humanisation : quel cynisme ! » Les questions posées à la direction conduisaient bien à la fermeture de lits. Le syndicat FO soulignait que la fermeture des lits entraînerait des liquidations d'hôpitaux en gériatrie comme Joffre en 2018, le Rochefoucauld en 2019 et Chardon Lagache en 2020.

Le 18 mai 2020 : l'UD FO 75 relayait un courrier du syndicat FO de la CPAM de Paris au directeur général de cette même caisse pour entrave à l'action syndicale en direction d'un militant FO.

Le 19 mai 2020 : l'UD FO 93 nous transmettait le courrier adressé par l'UD FO au Préfet de Seine St Denis pour lui faire part de la volonté du président du conseil départemental de convoquer tous les agents pour une reprise le lundi 25 mai 2020.

Ce courrier faisait état de la situation des élèves qui préoccupent bien évidemment notre organisation mais également les salariés travaillant dans les lycées et collèges qui auront la lourde charge de remettre en état dans une zone rouge ce qui entraîne des risques majeurs pour tous.

Le 19 mai 2020 : l'UD FO 75 s'exprimait sur l'état d'urgence dans un communiqué intitulé « État d'urgence : quelle mascarade ! quel machiavélisme ! » démontrant comment l'exécutif a profité de la crise sanitaire pour démolir toutes les avancées sociales.

Voilà les dernières nouvelles que nous pouvions transmettre sans compter toutes celles que vous avez obtenues de vos UD respectives.

À très bientôt - pour de nouvelles actions !

Paris, le 26 mai 2020